

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 11 MAI 1922.

---

## PROJET DE LOI INSTITUANT LE FONDS DES COMMUNES <sup>(1)</sup>.

---

### RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION <sup>(2)</sup>, PAR M. P. WAUWERMANS.

---

MESSIEURS,

Le projet de loi instituant un fonds des communes a été l'objet de multiples amendements, présentés par le Gouvernement et par de nombreux membres, et a été renvoyé à notre Commission par décision de la Chambre prise au cours de la séance du 27 avril 1922.

Votre Commission a consacré plusieurs séances à l'examen de ces textes, et vous présente, sous la forme d'une rédaction nouvelle, le résultat de ses délibérations.

La première question, d'ordre général, qui s'est posée, amenait à décider s'il convient de limiter les effets de la loi aux exercices 1922 et 1923. (Amendement de M. Pussemier, *Doc. n° 191.*)

La Commission a estimé qu'il était impossible de substituer à deux lois organiques, une loi de caractère provisoire. Ici, davantage encore qu'en toutes autres matières, l'incertitude de l'avenir serait de nature à engendrer les plus graves inconvénients. Comment serait-il possible d'ailleurs, après une suspension de deux ans, d'en revenir au fonctionnement actuel des fonds communal et spécial, de leur restituer, dans la comptabilité de l'Etat et des communes, leurs ressources anciennes, telle celle des postes?

---

(1) Projet de loi, n° 61.

Rapport, n° 147.

Amendements, n° 180, 183 et 191.

(2) La Commission était composée de MM. MECHelynck, *président*, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, DRION, HALLET, HOUTART, LAMBORELLE, MABILLE, OZERAY, PEPIN, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

L'article 2 doit fixer les ressources du fonds des communes. Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre premier rapport, il s'agit d'un rachat, dont il faut déterminer l'équitable montant.

Le projet primitif indiquait une somme de 95 millions comme l'équivalence aux ressources des deux fonds.

Le Gouvernement, dans ses amendements (*Doc. n° 191*), a consenti y substituer celui de 100 millions.

Un amendement de M. Golenvaux proposait d'inscrire dans la loi « la somme égale au montant du fonds communal et du fonds spécial distribué pour l'exercice 1921 ». (*Doc. n° 180.*)

Au cours des discussions, ce montant a pu être indiqué : il s'élève pour 1921 à 100,651,250 francs (soit 79,720,890 pour le fonds communal et 29,930,360 fr. pour le fonds spécial).

La Commission propose d'insérer le chiffre de 100,650,000 francs qui correspond à la réalité.

Ce montant doit subir une augmentation annuelle : Il fallait déterminer le montant de celle-ci et la date de la première augmentation.

Il a été affirmé que le chiffre de 2 millions de francs du projet primitif, maintenu par le Gouvernement dans ses amendements, ne répondait pas à la réalité.

Des calculs contradictoires ont été produits, fixant ce chiffre entre 1,500,000 et 5,000,000 de francs. Des controverses se sont même élevées au sujet du nombre et de la détermination des années devant fournir la moyenne d'accroissement.

La Commission estime qu'en équité le montant du prélèvement peut être fixé à 2,500,000 francs.

Le montant à répartir pour liquidation de l'exercice 1922 sera donc de 103,150,250 francs (100,650,000 + 2,500,000).

Au montant du rachat forfaitaire des ressources du fonds communal et du fonds spécial s'ajoutera celui équivalant à la part qui était attribuée aux communes dans la taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions.

Cette part a été fixée forfaitairement à 47 millions, correspondant à une recette totale de 68 millions.

Si nous ajoutons ce montant au précédent la dotation minima et permanente du fonds des communes sera fixée à 120,150,250 francs pour le premier exercice, soit 1922.

Elle s'accroîtra obligatoirement d'année en année de 2,500,000 francs. Elle pourra, en outre, s'accroître d'un montant indéterminé, en raison de l'augmentation de rendement de la taxe retenue à la source.

La formule de répartition de ce fonds a donné lieu à de multiples propositions, en raison de la contrariété des intérêts en présence.

Elle ne pouvait être obtenue que par des transactions et des concessions réciproques. La Commission s'est ralliée à l'amendement du Gouvernement : Il

apparaît comme équitable et le résultat de longues et sérieuses recherches et d'études basées sur les statistiques dont il dispose.

Les bases de répartition seraient donc établies sur les éléments du précédent exercice, soit au prorata de quatre dixièmes au revenu cadastral bâti, un dixième au revenu cadastral non bâti, quatre dixièmes à la population, un dixième aux dépenses de bienfaisance et d'enseignement professionnel.

Il a été indiqué à la Commission que des raisons d'ordre pratique empêchaient de façon absolue de tenir compte dans la base de répartition des propriétés non imposées. En tout état de cause les difficultés de réalisation seraient de nature à retarder pendant un temps, qu'il serait impossible de déterminer, le fonctionnement de la loi.

En considération de l'accord transactionnel réalisé sur les bases de répartition, cette proposition a été abandonnée.

Lors de la constitution du fonds communal, et lors de toutes modifications apportées au fonctionnement de celui-ci ou du fonds spécial, il a été reconnu que les communes ne pouvaient se trouver exposées à recevoir une allocation inférieure à celle qu'elles avaient recueillie lors de la dernière répartition. La clause du « minimum garanti » a toujours été inscrite et doit être reproduite.

Le minimum des répartitions à garantir aux communes dans le partage des ressources alimentant le fonds des communes doit être établi non seulement en stabilisant les montants leur distribués, en 1921, des anciens fonds communal et spécial, mais en y ajoutant les sommes qui leur ont été attribuées, et qui n'ont pas été réparties, provenant de la taxe professionnelle retenue à la source.

C'est la part de chacune dans les sommes qui sont évaluées à 100,650,000 francs plus 17,000,000 de millions; telle qu'elle lui aura été répartie pour 1921.

Les communes ne pourront en aucun cas recevoir une somme moindre.

Mais il arrivera que par suite du système de la répartition nouvelle, de la part attribuée en raison de l'élément revenu cadastral non bâti ou de la population, certaines communes auront droit en 1922 et années suivantes à une répartition supérieure à celle de 1921. L'excédent sera prélevé sur le dernier dixième. Si celui-ci était insuffisant pour couvrir le déficit, celui-ci devrait être couvert par les ressources générales du Trésor. Celui-ci est garant du minimum.

Il n'est pas à prévoir d'après les calculs qui ont été soumis à la Commission ou auxquels elle s'est livrée, que ce déficit puisse être bien considérable, et au surplus il ne pourrait se produire que pendant un temps limité : Il disparaîtrait bientôt en raison de l'accroissement prévu de 2,500,000 francs et de celui escompté de la part dans la taxe professionnelle.

La Commission s'est ralliée à la proposition du Gouvernement (*Doc. n° 191*) de s'en rapporter pour la répartition opérée en raison de la base population, aux constatations du recensement 1900-1910. Le recensement 1910-1920 porte sur une période anormale.

Cette proposition est de nature à donner une légitime satisfaction aux villes et communes des régions dévastées ou dont la population a dû fuir sous les exactions et les violences de l'envahisseur.

La disposition nouvelle, formulée par le texte du nouvel article 6, a été introduite dans le projet, à l'initiative du Département de la Justice, et ne se rattache qu'indirectement à l'institution du fonds des communes.

La loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique a créé, dans chaque province, un organisme de répartition des dépenses incombant à l'ensemble des communes de cette province. Cet organisme établissait les décomptes de la dépense totale, d'après les éléments de population et d'imposition obtenus pour la distribution du fonds communal et du fonds spécial. Les députations permanentes doivent établir annuellement la part de chaque commune dans l'alimentation du fonds commun, et assurer la récupération sur celles-ci cette part.

Cette comptabilité peut être simplifiée. Il suffira d'établir le montant total à recouvrer dans chaque province, et de le placer en regard de la somme à répartir aux communes de cette province pour établir une relation proportionnelle. Ce coefficient fixé, on opérera la retenue de la participation obligatoire lors de la répartition du fonds des communes. On évitera ainsi un paiement total par l'État suivi d'un paiement au fonds commun par la commune. La comptabilité sera considérablement simplifiée, et les communes ne verront plus à leur disposition des sommes qu'elles devraient plus tard reverser.

La part contributive de chaque commune sera fixée proportionnellement à sa quote-part dans le fonds des communes, en raison de la répartition sur les trois premières bases, soit des neuf premiers dixièmes ou le minimum garanti. Les sommes attribuées par prélèvement sur le dernier dixième, pour une autre raison que celle de parfaire le minimum garanti, ne peuvent entrer en ligne de compte. S'il en était autrement les communes auraient à subir une retenue d'autant plus considérable qu'elles auraient fait de sacrifices pour l'enseignement professionnel ou la bienfaisance.

Il va de soi également que cette disposition, relative à un procédé de liquidation, ne peut porter atteinte aux dispositions anciennes déterminant qui doit finalement supporter la charge. Le paiement est opéré pour compte de qui le doit.

Les dispositions que nous venons d'analyser sont destinées à constituer la loi organique du fonds des communes.

Toutefois il reste à liquider la situation actuelle. C'est une formule pratique, permettant des réalisations rapides.

Nous avons rappelé à maints endroits que les communes se sont vu réserver une part dans la taxe professionnelle retenue à la source, mais l'équitable répartition de celle-ci entraîne des difficultés que l'application de l'arrêté royal du 18 février 1920 ne permettait pas de surmonter.

Les répartitions pour 1920 et 1921 sont encore à réaliser. Le système proposé consiste à distribuer ces sommes au marc le franc des répartitions du fonds communal et spécial faites aux communes en 1920 et 1921.

Ces répartitions constitueront en quelque sorte le principal de l'attribution, auquel viendra s'ajouter un certain nombre d'additionnels fournis par le montant de la part retenue au profit des communes.

Le taux de ces additionnels ne sera pas le même pour 1920 et pour 1921, et il y aura lieu de procéder à deux opérations distinctes. Il est nécessaire, en effet, de déterminer le chiffre exact des répartitions totales, au profit de chaque commune, pour 1921, aux fins de déterminer la hauteur de ses droits pour l'avenir en vue de la détermination du minimum garanti.

Les communes se sont vu attribuer également une participation dans le produit des taxes sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels.

Cette participation devait combler le déficit provenant de l'insuffisance des revenus des fonds communal et spécial pendant la guerre. A défaut de cette attribution, le Gouvernement eût dû couvrir le déficit, par application de la garantie stipulée par les lois des 29 septembre 1906 et 30 décembre 1913 (voir notre précédent rapport, n° 147, p. 6).

L'État a déjà fait aux communes des répartitions, comme si cette participation avait été effectivement encaissée par les fonds. Il y a là une avance devant être récupérée au fur et à mesure de la rentrée de ces taxes.

Pour le cas où la participation des communes atteindrait un montant supérieur à ces avances, il y aurait donc un reliquat à partager.

Il en est de même de la partie de la réserve du fonds communal qui devait rester intacte.

Cette réserve n'a plus de raison de subsister : Elle est la propriété des communes.

Il y a lieu de liquider ces deux soldes de comptes tirant leur existence et leur raison d'être d'un régime qui vient à disparaître.

Le produit de cette liquidation constituera une répartition extraordinaire, qui viendra particulièrement à point à nombre de communes, au moment où elles ont à régler un lourd passé.

Cette répartition sera faite, comme celle visée plus haut, au marc le franc, des sommes attribuées pour 1921 dans les fonds communal et spécial.

Votre Commission estime que les textes qu'elle vous soumet constituent une œuvre de conciliation et de justice distributive.

Ils consacrent pour les communes des satisfactions assurément plus grandes que ne leur concédait le projet primitif.

La loi nouvelle n'aggravera la situation actuelle d'aucune commune, mais au contraire, améliorera cette situation pour le plus grand nombre.

Elle simplifiera le régime existant et réalisera une œuvre d'ensemble de dispositions éparses, tout en conservant l'économie générale d'une institution qui a fait ses preuves.

Votre Commission espère que l'étude que vous lui avez confiée facilitera vos discussions et permettra d'aboutir sans plus longs délais.

*Le Rapporteur,*  
P. WAUWERMANS.

*Le Président,*  
A. MECHELYNCK.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 11 MEI 1922.

---

Wetsontwerp tot instelling van het Fonds der gemeenten <sup>(1)</sup>.

---

## AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE <sup>(2)</sup>, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

---

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot instelling van het Fonds der Gemeenten gaf aanleiding tot talrijke amendementen vanwege de Regeering en vanwege onderscheidene leden ; het werd naar onze Commissie teruggezonden bij beslissing der Kamer, genomen in de vergadering van 27 April 1922.

Uwe Commissie heeft verscheidene vergaderingen aan het onderzoek dezer teksten besteed, en zij biedt U, in een nieuwen vorm, de uitkomsten van hare behandeling aan.

De eerste vraag, van algemeen begrip, welke zich voordeed, was deze : behoort het de uitwerkselen der wet te beperken tot de dienstjaren 1922 en 1923 ? (Amendement Pussemier, Gedrukt Stuk, n<sup>o</sup> 191.)

De Commissie was van gevoelen dat het onmogelijk was twee organieke wetten te vervangen door eene wet van voorloopigen aard. Hier, nog meer dan in andere zaken, zou de onzekerheid omtrent de toekomst geschikt zijn om de grootste ongemakken te veroorzaken. Hoe zou het, derhalve, mogelijk zijn, na eene opschorsing van twee jaar, terug te keeren tot de huidige werking van het gemeentefonds en van het bijzondere fonds en daaraan, in het rekenplichtig beheer

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 61.

Verslag, n<sup>o</sup> 147.

Amendementen, n<sup>os</sup> 180, 183 en 191.

(2) De Commissie bestond uit de heeren MECHELYNCK, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, DRION, HALLET, HOUTART, LAMBORELLE, MABILLE, OZERAY, PEPIN, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

van Staat en gemeenten, hunne vroegere inkomsten, onder andere die der posten, terug te schenken?

Artikel 2 moet de inkomsten van het Fonds der gemeenten bepalen. Zooals wij het hebben aangegeven in ons eerste verslag, geldt het een terugkoop, waarvan men het billijk bedrag moet vaststellen.

Het eerste ontwerp gaf eene som aan van 93 miljoen als tegenwaarde voor de inkomsten der beide fondsen.

In hare amendementen (Ged. St. n<sup>o</sup> 191) heeft de Regeering er in toegestemd, deze som te vervangen door die van 100 miljoen.

Een amendement Golenvaux stelde voor, in de wet te schrijven : « eene som gelijk aan het bedrag van het gemeentefonds en van het bijzonderfonds nitgekeerd voor het dienstjaar 1921 ». (Ged. St. n<sup>o</sup> 180).

In den loop der behandeling, kon dit bedrag worden aangeduid : het bedraagt voor 1921 de som van 100,651,250 frank (79,720,890 frank voor het gemeentefonds en 29,930,360 frank voor het bijzonder fonds).

De Commissie stelt het cijfer voor van 100,650,000 frank, dat met de werkelijkheid overeenkomt.

Dit bedrag moet jaarlijks stijgen. Het was noodig het beloop daarvan en den datum der eerste verhooging te bepalen.

Er werd beweerd dat het cijfer van 2 miljoen frank van het eerste ontwerp, door de Regeering behouden in hare amendementen, niet met de werkelijkheid overeenstemde.

Tegenstrijdige berekeningen werden voorgebracht, welke dit cijfer vaststelden tusschen 1,500,000 en 5,000,000 frank. Betwistingen rezen zelfs op over het aantal en de aanwijzing der jaren welke het gemiddelde der verhooging moesten opleveren.

De Commissie is van gevoelen dat, billijkheidshalve, het beloop der uitkeering op 2,500,000 frank kan gesteld worden. Het te verdeelen bedrag voor de vereffening van het dienstjaar 1922 zal dus 103,150,250 frank zijn (100,650,000 + 2,500,000).

Bij het bedrag van den vooraf bepaalden terugkoop der inkomsten van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds moet gevoegd worden het bedrag dat van dezelfde waarde is als het aandeel dat toegekend werd aan de gemeenten in de bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen, bij de uitbetaling afgehouden.

Dit aandeel werd vooraf bepaald op 17 miljoen, overeenkomende met eene gezamenlijke ontvangst van 68 miljoen.

Indien wij dit bedrag voegen bij het vorige, zal de bestendige minimum-dotatie van het fonds der gemeenten bepaald worden op 120,150,250 frank voor het eerste dienstjaar, namelijk voor 1922.

Zij zal op verplichtende wijze van jaar tot jaar met 2,500,000 frank aangroeien. Daarenboven kan zij toenemen met een onbepaald bedrag, naar verbod van de meerdere opbrengst der belasting bij de uitbetaling afgehouden.

De uitkeeringsformule van dit fonds gaf aanleiding tot menigvuldige voorstellen, wegens de uiteenlopende belangen die tegenover elkaar staan.

Men kon tot deze formule slechts komen door wederzijdsche schikkingen en toegevingen. De Commissie heeft zich aangesloten bij het amendement der Regeering, daar dit billijk voorkomt en de vrucht is van lange en grondige opzoekingen en studiën, gegrond op de statistieken waarover zij beschikt.

De grondslagen voor de verdeeling zouden dus steunen op de gegevens van het vorig dienstjaar, hetzij ten bedrage van : vier tienden naar het kadastraal gebouwd inkomen, één tiende naar het kadastraal ongebouwd inkomen, vier tienden naar de bevolking, één tiende naar de uitgaven voor weldadigheid en beroepsonderwijs.

Er werd bij de Commissie op gewezen, dat het om redenen van practischen aard volstrekt onmogelijk is, bij het nemen van een grondslag voor de verdeeling, rekening te houden met de niet belaste eigendommen. In ieder geval zouden de moeilijkheden, om tot practische uitslagen te komen, van zoodanigen aard zijn dat zij voor een tijd, dien men niet kan bepalen, de toepassing der wet zouden vertragen.

Ten aanzien van de minnelijke schikking op de grondslagen van verdeeling, werd van dit voorstel afgezien.

Bij de oprichting van het gemeentefonds, en telkens als daarin, of in het bijzonder fonds, wijzigingen werden gebracht, werd erkend dat de gemeenten niet minder mochten ontvangen dan hetgeen zij hadden getrokken bij de laatste verdeeling. De bepaling van het « gewaarborgde minimum » werd telkens opgenomen en moet worden herhaald.

Het minimum der uitkeeringen, aan de gemeenten te waarborgen in de verdeeling van de geldmiddelen die het fonds der gemeenten stijven, moet vastgesteld worden op zoodanige wijze dat het niet enkel de sommen, die daaraan in 1921 uit het vroegere gemeentefonds en bijzonder fonds werden uitgekeerd, onverminderd laat, maar tevens met bijvoeging van de sommen die hun werden toegekend, doch niet uitgekeerd, wegens de bedrijfsbelasting afgehouden bij de uitbetaling.

Het is het aandeel van iedere gemeente in de sommen die worden geraamd op 100,650,000 frank plus 17,000,000 frank, zooals dit zal zijn verdeeld geworden voor 1921.

De gemeenten mogen in geen geval eene mindere som ontvangen.

Maar het zal gebeuren dat, ten gevolge van het stelsel der nieuwe verdeling van het aandeel toegekend op grond van het ongebouwd kadastraal inkomen of van de bevolking, sommige gemeenten in 1922 en de volgende jaren recht zullen hebben op een hooger aandeel dan dit van 1921. Dit meerder bedrag zal afgehouden worden van het laatste tiende. Is dit ontoereikend om het tekort te dekken, dan zou dit tekort moeten gedekt worden door de algemeene geldmiddelen van de Schatkist, daar deze het minimum waarborgt.

Volgens de berekeningen die aan de Commissie werden voorgelegd, en volgens hare eigen berekeningen, is het niet waarschijnlijk dat dit tekort aanzienlijk zal wezen, en het kan bovendien slechts gedurende een beperkten tijd voorkomen.

Het zou aldra wegvallen ten gevolge van de voorziene vermeerdering van 2,500,000 frank, en van de vermeerdering die men verwacht van de bedrijfsbelasting.

De Commissie heeft zich aangesloten bij het voorstel der Regeering (*Doc. 191*) om zich te houden aan de uitslagen der volkstelling 1900-1910 voor de verdeeling gedaan naar verhouding van de bevolking. De volkstelling 1910-1920 gaat over een abnormaal tijdperk.

Dit voorstel is geschikt om eene rechtmatige voldoening te schenken aan de steden en gemeenten der verwoeste gewesten of waarvan de bevolking vluchten moest onder de afpersingen en de geweldenarijen van den overweldiger.

De nieuwe bepaling, vervat in den tekst van het nieuw artikel 6, werd in het ontwerp gelascht op verzoek van het Departement van Justitie en houdt slechts onrechtstreeks verband met de instelling van het fonds der gemeenten.

Door de wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand werd, in elke provincie, eene instelling tot stand gebracht tot verdeeling der uitgaven welke ten gemeenschappelijken laste zijn van al de gemeenten dezer provincie. Die instelling bepaalde het aandeel in de totale uitgave naar verhouding van de gegevens der bevolking en der belasting, verkregen voor de verdeeling van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds. De Bestendige Deputatiën moesten jaarlijks het aandeel van elke gemeente in het gemeenschappelijk fonds vaststellen, en zorgen dat dit aandeel werd betaald.

Deze comptabiliteit kan worden vereenvoudigd. Om de vereischte verhouding te bekomen, zal het voldoende wezen het geheel in te vorderen bedrag voor elke provincie vast te stellen, en dit te schrijven nevens de som welke aan de gemeenten van die provincie moet uitgekeerd worden. Eens dit coëfficiënt vastgesteld, zal men de verplichte afhouding doen bij de verdeeling van het fonds der gemeenten. Aldus zal men vermijden, dat eene totale uitkeering door den Staat worde gedaan en daarna eene uitkeering aan het gemeenschappelijk fonds door de gemeente. De comptabiliteit zal aldus in groote mate vereenvoudigd zijn, en de gemeenten zullen niet meer in het bezit worden gesteld van sommen welke zij later moeten terugstorten.

De bijdrage van elke gemeente zal bepaald worden naar evenredigheid van haar aandeel in het fonds der gemeenten, op grond van de verdeeling volgens de eerste drie grondslagen, hetzij de eerste negen tienden of het gewaarborgde minimum. De sommen, toegekend bij voorafneming op het laatste tiende om eene andere reden dan om het gewaarborgde minimum te bereiken, kunnen niet in aanmerking komen. Ware dit niet alzoo, dan zou de last der afhoudingen voor de gemeenten des te zwaarder zijn naarmate zij offers ten behoeve van het beroepsonderwijs of van de weldadigheid hebben gebracht.

Insgelijks is het klaar, dat deze bepaling betreffende eene wijze van vereffening geen inbreuk mag maken op de vroegere bepalingen, waardoor wordt vastgesteld wie ten slotte den last moet dragen. De betaling geschiedt door hem die betalen moet.

De bepalingen, welke wij hebben uiteengezet, zijn bestemd om de wet tot

regeling van het fonds der gemeenten uit te maken. De bestaande toestand moet evenwel aangezuiverd worden. Het is eene practische formule waardoor eene spoedige regeling kan bekomen worden.

Herhaaldelijk hebben wij er aan herinnerd, dat de gemeenten hun deel kregen in de bedrijfsbelasting bij de uitbetaling afgehouden, doch de billijke verdeeling daarvan geeft aanleiding tot moeilijkheden welke men, uit hoofde van de toepassing van het Koninklijk besluit d.d. 18 Februari 1920, niet kon bestrijden.

De verdeelingen voor 1920 en 1921 moeten nog worden gedaan. Er wordt voorgesteld deze sommen te verdeelen naar verhouding van de uitkeeringen door het gemeentefonds en het bijzonder fonds aan de gemeenten in 1920 en 1921 gedaan.

Deze verdeelingen zullen in zekeren zin de hoofdsom der toekenning uitmaken; daarbij komen dan nog een zeker aantal opcentiemen geleverd door het bedrag van het aandeel dat ten bate der gemeenten werd afgehouden.

Het bedrag dezer opcentiemen zal hetzelfde niet zijn voor 1920 en voor 1921, en er zullen twee afzonderlijke verrichtingen moeten gedaan worden. Het is inderdaad noodig, het juiste cijfer te bepalen van de totale verdeelingen ten bate van elke gemeente voor 1921, om het bedrag harer rechten vast te stellen voor de toekomst, met het oog op de juiste bepaling van het gewaarborgde minimum.

Aan de gemeenten werd ook een aandeel toegekend in de opbrengst der belastingen op de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten.

Dit aandeel zou het tekort moeten aanvullen dat te wijten is aan de ontoereikendheid der inkomsten van het gemeentefonds en het bijzonder fonds tijdens den oorlog. Bij gebrek aan deze toekenning had de Regeering dit tekort moeten dekken, bij toepassing van den waarborg bepaald bij de wetten van 29 September 1906 en 30 December 1913 (zie ons vorig verslag, n<sup>o</sup> 147, blz. 6).

De Staat heeft aan de gemeenten reeds uitkeeringen gedaan, alsof dit aandeel werkelijk door de fondsen geïnd was. Dit is een voorschot dat moet worden terugbetaald naarmate de belastingen geïnd worden.

Ingeval het aandeel der gemeenten deze voorschotten mocht overschrijden, zou het overschot moeten verdeeld worden.

Hetzelfde zou gelden voor het deel der reserve van het gemeentefonds, dat onaangeroerd diende te blijven.

Deze reserve heeft geen reden van bestaan meer : Zij is het eigendom der gemeenten.

Deze beide saldo's, die hun bestaan danken aan een stelsel dat komt te verdwijnen, dienen te worden vereffend.

De opbrengst dezer vereffening zal eene buitengewone verdeeling uitmaken die vooral ten goede zal komen aan tal van gemeenten, op het oogenblik dat zij een zwaar verleden te vereffenen hebben.

Deze verdeeling zal, pondspondsgewijze geschieden, evenals de hooger bedoelde van de sommen toegekend voor 1921 in het gemeentefonds en het bijzonder fonds.

Uwe Commissie is van meening dat de teksten, die zij U voorlegt, een werk van verzoening en gelijke bedeling zijn.

Zij geven aan de gemeenten een grootere voldoening dan het oorspronkelijke ontwerp.

De nieuwe wet verergert den huidige toestand van geen enkele gemeente; zij zal integendeel, voor de meeste gemeenten, dezen toestand verbeteren.

Zij zal het bestaande stelsel vereenvoudigen en uit verspreide bepalingen een geheel scheppen, dat tevens de algemeene inrichting behoudt van eene beproefde instelling.

Uwe Commissie hoopt dat het onderzoek, waarmee gij haar belast hebt, uwe beraadslagingen zal vergemakkelijken zoodat eerlang eene oplossing kunne tussenboidekomen.

*De Verslaggever,*  
P. WAUWERMANS.

*De Voorzitter,*  
A. MECHELYNCK.

---